

## Voir Naples survivre

PAR JOSEPH CONFAVREUX ET LA RÉDACTION DE MEDIAPART  
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 2 AVRIL 2013

### Un article de Joseph Confavreux et Marine Vlahovic

C'est son banquier qui lui a donné le numéro de l'usurier. Après avoir refusé de lui accorder un prêt, faute de garanties suffisantes. Deux jours plus tard, Francesca Fiori recevait la visite du *strozzino*, « l'étrangleur », ainsi qu'on surnomme à Naples ceux qui pratiquent l'une des rares activités en plein essor depuis le déclenchement de la crise de 2008. À Rome, on parle du *cravattaro* : c'est plus chic mais tout aussi douloureux.

Francesca Fiori, maraîchère de 42 ans, avait hérité d'une entreprise familiale employant 10 personnes et produisant des choux-fleurs dans 90 serres de la périphérie napolitaine. Une entreprise solide, mais qui exigeait d'importants investissements, surtout par temps de récession. Or, après avoir contribué à la crise financière mondiale, les banques ont resserré les boulons du prêt légal et durci les conditions d'attribution, laissant le champ libre au retour massif de l'usure dans tout le sud de l'Italie.

Après du *strozzino*, Francesca Fiori a donc contracté deux prêts, le premier de 6 000 euros, à un taux de 8 % par mois, qui s'est rapidement monté à une somme totale de 100 000 euros. Le second, afin de rembourser les intérêts du premier, de 25 000 euros, et pour lequel elle aurait dû rembourser 700 000 euros, si elle n'avait pas finalement été trouver l'association anti-

usure pour dénoncer son « étrangleur », lorsqu'il s'est présenté au tribunal administratif afin de demander l'expropriation de son entreprise.



Affiche de l'association anti-usure

Le phénomène de l'usure est impossible à mesurer précisément, car il se pratique dans le silence parfois honteux des emprunteurs et le secret de ceux qui la pratiquent. Mais, pour Domenico Di Pietro, permanent de l'association anti-racket et anti-usure de Naples, qui travaille avec les autorités judiciaires et la police, et accueille les victimes qui osent sortir au grand jour, « l'usure a pris une nouvelle ampleur avec la crise économique. Un vrai boom qui touche désormais les classes moyennes. Entre le second semestre 2012 et le premier trimestre 2013, la fréquentation de notre structure a augmenté de 20 % ».

En dépit de menaces de mort à l'encontre de son frère, Francesca Fiori a tenu bon, bien que l'usure soit souvent liée à la criminalité organisée, même si Domenico Di Pietro, lui-même ancien banquier « passé de l'autre côté », tient à distinguer trois types d'usure : « Celle de la voisine de palier, pour des sommes inférieures à 1 000 euros, qui n'est pas tenue par la criminalité organisée. L'usure intermédiaire qui se pratique avec la permission de la criminalité organisée. Et l'usure importante, pour des sommes pouvant dépasser les 100 000 euros, qui est complètement contrôlée par la criminalité organisée, une des rares à disposer encore de telles liquidités. »

Antonio, qui préfère ne pas donner son nom de famille par peur des représailles, a eu recours à l'usure de la deuxième catégorie, sans comprendre, au départ, que son cousin à qui il empruntait faisait partie de ces nouveaux usuriers qui ont su profiter de l'équation formée par le manque de ressources et le durcissement des critères bancaires. À 45 ans, le front dégarni et le visage marqué, Antonio tenait un vaste commerce de 200 mètres carrés, à la fois bureau de tabac, café-bar et emplacement de machines à sous, dans la petite ville de Maddolini, à une quarantaine de kilomètres de Naples.

La contraction de son activité et une aide financière sollicitée par son frère ont fragilisé son équilibre économique au point qu'il ne pouvait payer la licence que les débitants de tabac doivent verser aux autorités. Fin 2008, il demande donc 10 000 euros à son cousin. Puis 40 000 l'année suivante. Celui-ci ne lui en verse qu'une partie, avant de lui réclamer 76 000 euros de remboursement, ou le titre de propriété de son magasin. Acculé, Antonio finit par céder, en échange de la garantie de pouvoir continuer, comme employé payé 1 000 euros par mois, le travail qu'il effectuait jusque-là comme patron. Un arrangement qui ne dure qu'un peu plus d'une année, jusqu'en 2012, lorsque le cousin refuse de continuer à lui verser son salaire et l'oblige à quitter les lieux.

Grâce à l'usure, le cousin a donc acquis pour moins de 50 000 euros un commerce estimé à 350 000. Avec un taux d'intérêt d'environ 50 % à l'année, Dominico Di Pietro estime qu'Antonio « bénéficiait » d'un taux relativement faible... « Les cas que je rencontre tournent plutôt aux alentours de 130 % à l'année », explique-t-il.



L&#039;Eglise Concordia

« L'usure, personne n'en parle », conclut Antonio. Excepté dans le secret du confessionnal. Dans la zone pauvre des « quartiers espagnols », dans le centre de Naples, le curé de l'église Concordia accueille ainsi chaque jour des paroissiens désemparés, tout en fumant cigarette sur cigarette. « L'usure est en constante augmentation ces dernières années. Je vois maintenant des familles y recourir pour faire leurs courses », affirme le père Mario.

Sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr), un son est disponible à cet endroit.

Quand il ne confesse pas des paroissiens ayant pratiqué l'usure ou ne dépanne pas ceux qui y ont recours, le père Mario tient le registre des chômeurs de son quartier, organise les consultations d'un psychologue au sein même de l'église, et consacre les dons qu'il reçoit à aider les retraités dans le besoin, « parce que l'Église est la dernière institution qui fonctionne ici ».

### « Naples est devenue l'épicentre de la pauvreté en Italie »

Toute la vie quotidienne des Napolitains est en effet affectée par la défaillance des services que la municipalité ou la région ne sont plus en capacité d'assurer.

En contrebas des quartiers espagnols, la place du Plébiscite est ainsi l'une des plus prestigieuses et visitées de Naples. Pourtant, dès que la nuit tombe, il est difficile d'en apprécier les charmes, puisqu'elle est plongée, comme la plupart des rues de la ville, dans

une semi-obscurité, afin de réaliser quelques euros d'économies en diminuant la puissance de l'éclairage public.

L'avantage est que cela permet de ne pas voir les trous dans la chaussée et les lézardes qui fissurent le Palais royal bordant la place. L'inconvénient est que le sentiment d'insécurité augmente et que cette réduction de la luminosité rend évidente la quasi-faillite de la municipalité : 800 millions d'euros de déficit sur le budget 2012 et plus d'un milliard et demi de dettes.

Le 30 janvier dernier, les bus ne sont pas sortis, faute d'argent pour payer l'essence. Et de plus en plus de policiers municipaux chargés de la circulation se promènent en civil parce que la ligne budgétaire pour renouveler les uniformes est désespérément vide depuis quelques années.



Affiche contre l'austérité à laquelle est soumise la ville de Naples © JC

Au serpent de mer de la difficile gestion de la municipalité se sont en effet surajoutés, depuis le déclenchement de la crise financière, à la fois la contraction des activités, et donc des recettes fiscales, et les plans d'austérité menés par le gouvernement de Mario Monti. « Avec la politique de rigueur et les coupes budgétaires, le gouvernement met à genoux les services de base et donc les citoyens », explique à Mediapart Luigi de Magistris, le magistrat anti-corruption, devenu premier magistrat de la ville en 2010, qui estime que Naples a été « la ville la plus touchée par la politique d'austérité du gouvernement Monti ».

Rien qu'en 2012, les transferts du gouvernement central vers la ville de Naples ont été amputés de 400 millions d'euros. Pour Sergio d'Angelo, adjoint aux affaires sociales de la municipalité de Naples jusqu'en 2012, avant de tenter, sans succès, sa chance aux

dernières élections sénatoriales : « Nous payons moins les conséquences de la crise que les politiques choisies pour l'affronter. Pourquoi avoir autant tranché dans les dépenses sociales en continuant d'acheter des bombardiers F35 ? L'Italie n'est pas menacée par une invasion martienne, à ce que je sache ! »

Naples est donc prise en étau entre la réduction des dépenses et l'augmentation des besoins. En Campanie, la région dont dépend Naples, 200 000 emplois ont été supprimés entre 2008 et 2012. Le taux de chômage des jeunes et des femmes dépasse les 40 % et une famille sur quatre se situe en dessous du seuil de pauvreté. « Naples est devenue l'épicentre de la pauvreté en Italie, avec le revenu moyen le plus bas d'Italie, qui approche maintenant celui des pays du Maghreb », assène Sergio d'Angelo.



Manifestation de chômeurs et de précaires place Dante © JC

D'autant que la Campanie a supprimé, en juin 2010, l'équivalent du revenu de solidarité active, expérimenté dans la région depuis quelque temps, plongeant plus de 130 000 familles éligibles dans la misère. Le soutien scolaire, l'aide alimentaire, les allocations chômage, les prestations de santé : tout a été passé au rabot. Au point que les patients et les

personnels soignants de l'hôpital Loreto Mare, situé sur le port, ont dû se cotiser pour acheter du papier-toilette...



© JC

À 60 ans, infirmier chef depuis trente-six ans pour 1 600 euros par mois dans cet hôpital dégradé, où les patients s'entassent sur les brancards dans les couloirs car aucun lit n'est disponible dans les chambres, Lorenzo De Lillo aurait dû partir à la retraite cette année.

Mais la réforme Fornero, votée l'année dernière dans le cadre des plans d'austérité, l'a contraint à reculer son âge de départ de six années. Il continue donc de s'occuper du syndicat CGIL et de la solidarité officieuse, quand l'agence de santé dont dépend l'hôpital, « *endettée à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros, on ne compte même plus* », n'assure plus les besoins de base.

*Sur mediapart.fr, un son est disponible à cet endroit.*

S'il n'a pas repéré de pathologies spécifiques liées à la récession économique, Lorenzo De Lillo constate toutefois que les enfants et les personnes âgées souffrant de malnutrition sont de plus en nombreuses à se retrouver aux urgences de l'hôpital Loreto Mare...

## « L'arte di arrangiarsi »



Face à cette situation, Luigi de Magistris fait feu de tout bois. Sans consulter les autorités italiennes et européennes, il a été jusqu'à lancer une monnaie parallèle à l'euro, le Napo, qui devait permettre d'injecter 70 millions de liquidités dans une économie exsangue et fonctionner comme des bons de réduction dans les commerces de la ville participant à l'opération. Mais, quelques semaines seulement après son démarrage fin 2012, le projet a avorté.

*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

Le maire cherche surtout à obtenir de Rome un prêt de 800 millions d'euros pour combler le déficit de la ville. Mais la première tranche de 290 millions d'euros, attendue pour la mi-mars, vient d'être gelée, au grand dam de Luigi de Magistris, pour qui cette somme permettrait « *de sortir de la salle de réanimation avant d'entreprendre une thérapie intensive* ». Pour protester contre cette décision, une trentaine de conseillers municipaux ont entamé, mardi 19 mars, une grève de la faim pour interpeller le gouvernement.

Le « *piano di rientro* » exigé pour assainir les finances est comparé par les Napolitains aux plans d'ajustements structurels imposés par le FMI aux pays du sud dans les années 1980. La ville a ainsi dû mettre en vente de nombreux bâtiments et en hypothéquer d'autres : des petits palais renaissance, des HLM et même un couvent... Une procédure d'appel d'offres internationale a aussi été mise en place pour céder le zoo et le transformer en parc d'attraction, car la municipalité n'a plus assez d'argent pour nourrir les animaux et payer les 70 employés.

Le paradoxe est toutefois que, comme l'usure, la crise à Naples est partout présente et pourtant peu visible, si ce n'est par une accumulation de détails, comme un paysage pointilliste. « *En 2008, comme on vivait déjà,*

ici, dans un état de crise permanent, avec un marché du travail très restreint et de la pauvreté partout, on pensait que la crise financière aurait peu d'effets », explique Giustina Orientale Caputo, sociologue napolitaine qui a participé à une enquête sur les effets de la récession dans trois villes italiennes : Turin, Naples et Rome.

« Cela s'est révélé faux, notamment en raison de la suppression des transferts sociaux. Mais la crise se voit quand même moins à Naples qu'ailleurs. On n'a pas vu les usines fermer, car il n'y en avait pas ou peu. » En outre, précise-t-elle, les taux de chômage officiels « ne sont pas adéquats pour mesurer la réalité napolitaine », tant le travail au noir est répandu.



Manifestation de chômeurs napolitains © JC

Pour Giovanni Savino, éducateur dans le quartier de Barra, l'un des plus pauvres de la ville, « la crise, qui n'est d'ailleurs pas seulement économique, mais aussi morale et politique, on connaît depuis longtemps. Ici, on sait vivre avec rien, on est habitués ».

L'arte di arrangiarsi, « l'art de la débrouille », souvent illégale, n'a certes pas attendu 2008 pour se développer à Naples, puisque par exemple la figure du *parcheggiatore*, qui demande aux automobilistes quelques euros pour garer et garder leurs voitures, est déjà ancienne. Mais il a pris une nouvelle ampleur avec la récession et les politiques d'austérité.

Ainsi, Antonio, 41 ans, qui travaille depuis l'âge de 8 ans dans l'imprimerie familiale avec son oncle et ses cousins, installée dans le quartier des facs, imprime désormais autre chose que les habituels cartons d'invitation et thèses de droit ou de biologie : « Il y a beaucoup moins de commandes. Parfois, on travaille seulement deux jours par semaine. On n'arrive plus à payer les impôts, le remboursement

des prêts, les salaires. Alors quand on vient te passer une commande de faux billets, tu ne peux pas refuser parce qu'en une journée de travail, tu perçois ce que tu mets un mois à gagner... Il y a dix ans, ça aurait été impensable de faire ça ici, mais malheureusement on est obligés de le faire. »

Naples et sa région produisent près de 70 % des faux euros mis en circulation dans l'Union européenne. L'imprimeur touche 4 % de la valeur faciale des faux euros produits. Antonio peut produire dans son imprimerie jusqu'à 1 million de faux euros en une journée. « Je te laisse faire le compte. Ça fait 40 000 euros pour un seul jour de travail » : le bénéfice que pouvait dégager en un mois l'imprimerie, qui emploie sept personnes, dans les meilleures périodes d'une activité légale.

Toutefois, même dans le monde de la fausse monnaie, la crise se fait ressentir puisque Antonio imprime surtout des petites coupures de 5 et 10 euros et qu'il « y en a même qui ont commencé à fabriquer des fausses pièces de 1 ou 2 euros ». Quant aux machines de marque Heidelberg qui peuplent l'imprimerie familiale, Antonio regrette « d'être obligé de travailler avec. Ce sont les plus précises, mais elles sont allemandes » alors qu'il partage un sentiment anti-allemand de plus en plus vigoureux en Italie depuis la politique de rigueur européenne réclamée par Berlin.

Pour résumer la situation d'une ville exsangue mais résiliente, le maire de la ville explique que « Naples est aussi un laboratoire avec une grande capacité d'adaptation et une grande force révolutionnaire. Cette crise du capitalisme peut aussi être une opportunité d'ouvrir de nouvelles voies politiques comme en Amérique latine ».

Mais pour synthétiser l'effet d'une récession violente qui se greffe sur une crise structurelle, Sergio d'Angelo, l'ancien adjoint aux affaires sociales, juge « qu'à Naples se jouait un drame. Désormais c'est une tragédie ».

## « Welfare familial »



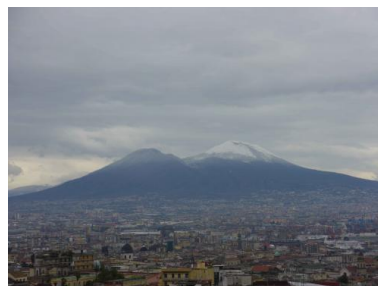
Gerardo Marotta

Parmi ceux pour qui le destin est écrit et se finit mal, on trouve Gerardo Marotta, le fondateur de l'Instituto Italiani dei Studi Filosofici, une prestigieuse institution napolitaine créée en 1975, grâce à la fortune amassée par cet ancien avocat en droit administratif passionné de philosophie.

La bibliothèque de l'Institut, qui rassemblait près de 300 000 volumes, notamment des livres des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles et des éditions originales des philosophes Giordano Bruno et Benedetto Croce, a dû fermer et les ouvrages qui retracent toute une histoire de l'humanisme italien ont été démenagés dans un entrepôt et mis en cartons en septembre 2012. L'institut est lui-même « *au bord du précipice : c'est une question de mois* ».

Le petit homme de 86 ans qui reçoit dans un salon rempli de piles de livres du sol au plafond a déjà vendu l'appartement qu'il possédait à Rome et sa villa de Naples pour compenser l'assèchement complet des

subventions de l'État depuis 2010. Mais cela ne suffit pas. « *J'étais un homme riche, mais je ne le suis plus* », explique Gerardo Marotta.



Le Vésuve (15 mars 2013) © JC

À Naples, du fait de la restriction des crédits, c'est toute la culture qui tombe en poussière ou part en fumée. De l'autre côté du Vésuve, depuis l'écroulement de la maison des gladiateurs en 2010, même le site prestigieux de Pompéi s'effrite en silence.

En 2008, l'État italien allouait 0,28 % de son budget au ministère des biens culturels, soit 2,1 milliards d'euros. En 2012, la somme est passée à 1,6 milliard. Le MADRE, musée d'art contemporain de Naples, a dû fermer quelques mois et risque de ne pas pouvoir continuer ses activités. Quant au MAXXI, le prestigieux musée national des arts du XXI<sup>e</sup> siècle, construit à Rome par l'architecte Zaha Hadid et ouvert en grande pompe en 2010, il est déjà en faillite et a été mis sous tutelle de l'État.

Pour Gerardo Marotta, « *c'est seulement quand elle brûle que les autorités s'intéressent à la culture* ». Lui n'est pas prêt à faire un autodafé de ses précieux livres, à l'instar d'Antonio Manfredi, fondateur et directeur du petit Musée d'Art contemporain de Casoria, à proximité de Naples, qui, après avoir demandé « *l'asile culturel* » à l'Allemagne, a décidé de brûler, chaque mois, une œuvre de son musée, avec l'accord des artistes, jusqu'à obtenir des crédits.

L'opération, lancée en mars 2012, a cessé depuis, mais un autre bâtiment culturel de Naples, la toute récente Cité des sciences, a été réduite en cendres au début du mois de mars, par un incendie criminel. Les regards se sont tournés vers la Camorra, mais la rumeur napolitaine raconte que cet incendie a été relativement opportun pour un bâtiment qui ne payait

plus ses employés depuis des mois, se trouvait dans l'impossibilité d'assurer ses frais de fonctionnement et était pris dans des luttes intestines attisées par les restrictions de crédits.

La femme de Stefano, un employé d'une structure pour adolescents, était salariée par la Cité des sciences et n'est pas payée depuis un an. Lui gagne 900 euros par mois en travaillant pour l'association Maestri di Strada, heureusement abondée par des fondations privées et non des fonds publics. Ils avaient un loyer de 800 euros, que le propriétaire a accepté de baisser à 600. Mais, avec un tel budget, « *tu apprends à hiérarchiser tes besoins, à enlever tout le superflu, à être moins matérialiste et plus spiritualiste* », explique-t-il.

*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

À Naples, l'austérité touche presque tout le monde, mais la crise est notamment générationnelle. Elle atteint en priorité les plus jeunes qui n'ont jamais eu un accès stable au marché du travail et ont d'ailleurs voté en masse pour Beppe Grillo, dont on peut penser qu'il aurait fait un aussi bon score au Sénat qu'à l'Assemblée si le droit de vote à la chambre haute n'était pas réservé aux plus de 25 ans. À 38 ans, Stefano estime que le budget de son couple ne leur « *permet pas d'avoir un bébé, même si c'est triste de raisonner en termes financiers pour ce genre de questions* ».

Pourtant, Stefano et sa femme ont un logement à eux et ne sont pas contraints, comme beaucoup de Napolitains plus si jeunes, de vivre chez leurs parents

et de devoir aller faire l'amour dans des voitures garées dans des rues obscures, à l'instar de Francesca, 29 ans, diplômée en arts dramatiques, qui enchaîne les petits boulots depuis des années.

*Sur mediapart.fr, un son est disponible à cet endroit.*

Genno, 30 ans, ne peut pas, non plus, vivre avec sa copine : une vétérinaire de 40 ans qui ne trouve pas d'emploi et est donc restée chez ses parents. Depuis un an, la municipalité a cessé de pouvoir rémunérer les associations qui pratiquaient le soutien scolaire et l'accueil des enfants placés en foyer et le travailleur social qu'il est n'est plus payé.

Alors qu'il parvenait à un revenu de 12 000 euros par an en cumulant les activités sponsorisées par la mairie ou la région, il se retrouve aujourd'hui sans le sou, contraint de compter sur le « *welfare familial* », comme il désigne la cellule de base qui peut, parfois, pallier l'effondrement du *welfare state* italien. « *Pour manger, j'ai le choix entre le frigo de ma mère et l'aide alimentaire qui continue d'arriver dans les foyers où je travaille gratis, parce que, heureusement, elle vient directement de l'Union européenne...* », explique-t-il.

Pour Sergio d'Angelo, ce sont pourtant « *les volontaires, les coopératives et les associations qui permettent de garantir un filet social. Si ces amortisseurs disparaissent et que les politiques d'austérité cyniques ne cessent pas, les jeunes seront les proies de la criminalité organisée et on finira par compter les morts et les blessés* ».

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.